



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse

du 26 novembre au 02 décembre 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Energies renouvelable	3
-De l'Énergie stable et économique au MAE	
-De meilleures prévisions météorologiques aux Seychelles? Deux nouvelles stations solaires fournissent aux prévisionnistes des données plus précises	
1.2 Coopération régionale	7
- Regional Integration and Participation of French Overseas: A Comparative Analysis of the Organization of Eastern Caribbean States (OECS) and the Indian Ocean Commission (IOC)	
1.3 Economie bleue	8
- Seychelles' blue economy action plan validated	
1.4 Programme MASE	11
- Site visit of the Regional Centre for Operational Coordination (RCOC) in the context of the EU-Seychelles Political Dialogue	
1.5 Sécurité régionale	15
- East Africa: EAC Launches Sh25bn Plan to Curb Insecurity	
- EAC launches Sh25bn plan to curb insecurity	

II. Centres d'intérêts

1.1 Energies renouvelables	20
- Energie photovoltaïque I Une centrale solaire à Fumbuni pour stabiliser l'énergie dans la région du sud	
1.2 Pêche	22
- Crevette : fermeture de la pêche	
1.3 Changement climatique	24
- Changement climatique : sensibilisation des jeunes sur l'environnement	

ENERGIE RENOUVELABLE

De l'énergie stable et économe au ministère des affaires étrangères

Le secrétaire général de la COI a participé à l'inauguration de deux projets mis en œuvre dans le programme COI Energie. Il s'agit de l'inauguration d'une centrale photovoltaïque, d'éclairages et de ventilation plus économes au ministère des affaires étrangères mais aussi de l'inauguration de la plateforme de formation solaire à Wanani à Mohéli.

Le Programme ENERGIES, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) sur financement de l'Union européenne, a équipé le bâtiment du MAECI d'une centrale photovoltaïque, d'éclairage et de ventilation plus économes. Une cérémonie d'inauguration du projet de démonstration a eu lieu hier mardi au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI) à Moroni en présence du secrétaire général de la COI qui a fait le déplacement pour l'événement. Hamada Madi a annoncé que ce projet a permis au ministère des affaires étrangères d'économiser plus de 4000 euros par an sur sa facture énergétique. « Le programme COI Energie a concrètement participé à la transition énergétique de l'Union des Comores en soutenant des projets concrets sur le terrain au plus près des communa-

tés en les accompagnant et en accompagnant les autorités dans la mise en place nécessaire au développement des énergies durables, avance-t-il. Le programme a permis aux Comores de réaliser des avancées dans de nombreux objectifs de développement durable ».

Sur ce projet du ministère des affaires étrangères, un audit énergétique du site a été réalisé en 2017 par EU TAF SE4ALL. Il a souligné la nécessité de disposer d'une alimentation électrique stable et sécurisée. Les experts avaient également noté qu'une grande part de la consommation était

due à la climatisation et qu'il n'y avait pas de brasseurs d'air installés. « Je suis heureux de voir que ce projet va de l'avant. Et je salue le travail remarquable de la société Netisse et qu'il a fait dans les meilleurs délais », indique Thierry Rivol, le représentant de l'Union Européen à Moroni. La centrale photovoltaïque, d'éclairage et de ventilation plus économes du ministère des affaires étrangères a coûté plus de 36 000 Euros pour sa réalisation. « C'est une réalisation qui veut une démonstration. J'espère qu'il portera ses fruits et que le ministère aura représenté de témoin vivant », pour-

suit-il. Ce dernier reste persuadé que le solaire photovoltaïque est une solution viable adéquate et tout à fait en ligne droite sur la stratégie de l'Union Européen.

Le secrétaire général de la COI a aussi participé à l'inauguration de la plateforme de formation solaire à Wanani à Mohéli pour un montant estimé à 15 000 euros. Cette plateforme renforce concrètement compétences et savoir-faire techniques locales pour une diffusion et une maintenance des équipements solaires. Ce projet participe ainsi à la transition énergétique de Mohéli grâce au photovoltaïque (électricité) et au solaire thermique (chauffe). Une première formation à l'installation d'équipements solaires thermiques et photovoltaïques a déjà eu lieu du 20 au 26 octobre 2019.

Pour rappel, pour accompagner la transition énergétique des Etats membres, le programme ENERGIES de la COI financé par l'UE met en œuvre des activités régionales qui touchent au renforcement des réglementations, à la mise en réseau des acteurs publics et privés ou encore au cofinancement de projets concrets, sur le terrain de génération d'énergie propre et d'efficacité énergétique.

MY



25 novembre 2019

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12014/De+meilleures+prvisions+mtrologiques+au>

De meilleures prévisions météorologiques aux Seychelles? Deux nouvelles stations solaires fournissent aux prévisionnistes des données plus précises

By: Daniel Laurence , Betymie Bonnelame et Rudie Bastienne | Views: 194



Une station solaire a été installée à Anse Boileau à l'ouest de Mahé, l'île principale. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - Deux nouvelles stations solaires installées aux Seychelles permettront de disposer de données plus précises pour établir des prévisions météorologiques, a déclaré lundi le directeur général de l'Autorité météorologique des Seychelles.

Le projet régional prévoit l'installation de deux stations identiques sur chaque territoire de l'océan Indien, dont deux à Madagascar, deux aux Comores et une à Maurice.

Aux Seychelles, une station solaire a été installée la semaine dernière à Anse Boileau, dans l'ouest de Mahé, et l'autre à Praslin, la deuxième île la plus peuplée du pays.

Les stations mesureront le rayonnement solaire, l'énergie solaire fournie, les ultraviolets A et B, et donneront les variables météorologiques,

notamment la pression, l'humidité, la température, la direction et la vitesse du vent et les précipitations.

Le directeur général de l'Autorité météorologique des Seychelles, Vincent Amélie, a dit lundi à la SNA que les deux stations faciliteront davantage leur travail.

"Nous disposerons désormais de données plus précises. Plus nous aurons de stations, plus nous pourrions collecter d'informations en vue de la prévision météorologique", a déclaré M. Amélie.

Il a ajouté que "nous sommes très intéressés par les données produites afin de pouvoir augmenter la vitesse des installations de panneaux solaires et, éventuellement, être autosuffisants en énergie à court terme".

Tony Imaduwa, directeur général de la Commission de l'énergie, estime également que les deux nouvelles stations sont un élément positif pour les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental.

Les stations "aideront le pays avec des données qui pourraient également être utiles pour la conception de nouveaux bâtiments plus économes en énergie", a déclaré M. Imaduwa.

Le projet aux Seychelles, rendu possible grâce au réseau solaire de l'océan Indien (IOS), est piloté par l'Université de la Réunion. Il est financé par l'Union européenne par l'intermédiaire de la Commission de l'océan Indien et de la région de la Réunion.

Selon Alexandre Graillet, ingénieur en informatique "une fois que les stations seront installées et enverront des données, ces données seront directement transmises au serveur réunionnais".

Il a ensuite ajouté que "nous traiterions ces données et les enverrions à une base de données Big Data appelée Cassandra (il s'agit des bases de données utilisées par Facebook et Netflix). Nous ouvrirons ensuite ces données. Tout le monde - les chercheurs, les enfants pourront accéder aux données. "

Il existe deux manières d'accéder aux données via une application mobile appelée Solario, téléchargeable sur Android et Apple, ou via un serveur Web permettant d'accéder aux données.

En ce qui concerne les avantages à long terme pour les Seychelles, M. Graillet a déclaré qu'il n'existait aucune donnée sur le rayonnement solaire dans la nation insulaire.

Les données produites aideront les scientifiques seychellois à mener des recherches en exploitant ces données et à créer une ferme dotée de nombreux panneaux solaires pour alimenter tout ce que le pays voudra.

Articles en Anglais :

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12013/Better+weather+forecasts+in+Seychelles+New+solar+stations+give+forecasters+more+accurate+data+Two+newly+installed>



Regional Integration and Participation of French Overseas: A Comparative Analysis of the Organization of Eastern Caribbean States (OECS) and the **Indian Ocean Commission (IOC)**

The OECS and **IOC** are two small regional integration and cooperation organizations, respectively, founded by small island ACP States to support them in their economic and social development efforts, and which have subsequently opened up to a certain degree of differentiated participation in French overseas territories in a context of evolving international and commercial relations.

In this article, we propose a comparative analysis of these two organizations and this participation, highlighting the common points, but also the important legal, political, socio-economic and financial differences.

The first part is devoted to the comparative analytical presentation of the two organizations, before going on to discuss in a second part the question of the participation of French Overseas Territories and its differentiated modalities. The conclusion provides an overall assessment of observed dynamics.

<https://www.eesc.europa.eu/en/documents/regional-integration-and-participation-french-overseas-comparative-analysis-organization-eastern-caribbean-states-oecs>

Pour plus d'infos le document PDF

https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/files/article_coi-oecs_compares_galy_lesales_salmon_etudescaribeennes_2019_0.pdf

28 novembre 2019

<http://www.nation.sc//articles/2559/seychelles-blue-economy-action-plan-validated>

Seychelles' blue economy action plan validated



Guests and delegates in a souvenir photograph after the launch of the workshop on Tuesday (Photo: Anel Robert)

The Seychelles' Blue Economy Action Plan was validated on Tuesday in a national workshop held at the Savoy Resort & Spa.

The main objectives of this workshop were to further highlight the challenges and perspectives of the blue economy for Seychelles and to discuss the pathway for the implementation of the Blue Economy Strategic Policy Framework and Roadmap through an actionable plan.

Vice-President Vincent Meriton graced the event together with Daya Bragante, head of cluster on sub-regional initiatives, sub-regional office for Eastern Africa, United Nations Economic Commission for Africa (Uneca).

The meeting provided stakeholders with a forum to better understand the concept of the blue economy and discuss the scope and components of the blue economy action plan with a view to ensuring that their expectations are met. The action plan was drafted by Hachim El Ayoubi, a lead consultant.

Ms Bragante explained that "Uneca has supported Seychelles in drafting the blue economy action plan which revolves around four main components:

1. The structuring of the blue economy including coordination of the blue economy activities in Seychelles;

2. The communication and awareness of the blue economy;
3. Federating activities which involve identifying all activities by bringing the stakeholders together and contributing at the same level to the implementation of the blue economy action plan;
4. Financing. Not everyone understands the blue economy along the same line. In order to have the buying and the ownership of the process in terms of implementation of all existing policies, you need to first have a common understanding.

The successful implementation of the action plan requires an effective coordination mechanism, together with capacity building, a communication strategy, and strong involvement of youth and women to ensure an inclusive approach of the process and facilitate access to funding.

The workshop facilitated the dialogue among delegates and representatives of various governmental bodies, non-governmental organisations, public institutions and the private sector.

It also created an opportunity for better linking research activities and sectoral development, a requirement for a robust coordinated approach to the development of the blue economy in Seychelles.

The workshop offered an opportunity to further discuss and agree upon proposed priority action areas for the blue economy in Seychelles as well as a federating approach (including coordination mechanisms) for the successful implementation of related activities at all levels (national, sub-regional and continental).

Blue economy principal secretary Kenneth Racombo noted that Seychelles' bold vision for the future has contributed to the recognition of Seychelles' championing role in terms of the blue economy and that the blue economy could generate the impactful returns that it could generate at all levels for beneficiaries.

"Moreover, we have recently supported the finalisation and adoption of the African Union Blue Print for Africa Blue Economy Strategy last month in Addis Ababa, Ethiopia and we are also involved in the development of **the Indian Ocean Commission** Blue Economy Regional Action Plan in collaboration with ECA, which will be finalised next month. Important to note is that our own national action plan is aligned with both frameworks and will contribute to their harmonised implementation in the pursuit of the attainment of sustainable development goals at the continental, sub-regional and national levels. The blue economy relies on the same principles of sustainable development, intertwining the social, economic, environmental and governance dimensions that are deeply embedded in all

our national development strategies. The blue economy also plays an important federating role and greatly contributes to strengthened regional integration. We cannot achieve our mission without closely collaborating with our neighbours and the rest of the continent. Addressing maritime security, climate change and enabling exchange of good practices, are among those areas that require in-depth cooperation. In return, positive impacts at all levels will only be magnified,” said PS Racombo.

Gabriella Gonthier also gave a testimony from the youth perspective of what she thinks the blue economy is about and how she was inspired to study more when she had a job placement at the department of blue economy.

Seychelles’ famous singer Joe Samy interpreted a few of his songs about the oceans.

Action plan addresses strategic challenges

1. Maritime security is fundamental to ocean health and development of the blue economy. While major advances have been made at regional level, including through the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS), much of the ongoing efforts are dependent on external funding and resources.
2. The state of natural resources. Despite recent efforts to protect critical habitats and fisheries, many are depleted. The threat to coral reefs is particularly high with potentially massive economic losses occurring over the next several decades.
3. Marine pollution, particularly from land-based sources, such as urban waste, extractive industries and agricultural runoff.
4. Translating concepts and the importance of culture through adequate communication. The social impact of changes in the ocean environment and the blue economy is poorly understood.
5. Knowledge management. Policy decisions require to be informed by scientific advice, for example in relation to risks, precautionary measures or an ecosystem approach.
6. Strong regional cooperation in order to ensure sustainable management of resources and mainly shared stocks.

Vidya Gappy



29 novembre 2019

<https://eeas.europa.eu/delegations/mauritius/71216/site-visit-regional-centre-operational->

Site visit of the Regional Centre for Operational Coordination (RCOC) in the context of the EU-Seychelles Political Dialogue

Seychelles , 29/11/2019 - 08:06, UNIQUE ID: 191129_2
Speeches of the Ambassador

Director of the RCOC,
International Liaison Officers from countries of the region,
My colleagues from the EU Member States
Representatives of EU NAVFOR Somalia Operation Atalanta
Distinguished guests,
Members of the Press,
Ladies and gentlemen,

It is a pleasure to meet you this morning for the launch of the Maritime Awareness System (MAS) funded under the MASE programme. This is a key tool in support of the regional approach we are building to address maritime threats in the region.

First of all, I would like to highlight the important role played by the **Indian Ocean Commission (IOC)** under the **MASE programme** for the establishment of the Regional Coordination Operational Centre (RCOC) in Seychelles.

I would also like to thank the Director of the RCOC and all the international liaison officers based at the RCOC for their cooperation and commitment to fully operationalise the functioning of the Regional Centre for the benefit of all the countries in the Western Indian Ocean.

The recent Cutlass exercise that has seen your full participation shows that the main international actors are now aware of the potential and capacities of your centre.

Addressing maritime threats in the region: importance of the regional approach supported by the EU

As you all know, the region is confronted with many challenges such as piracy as well as the trafficking of narcotics, people and illicit goods, arms proliferation, illegal fishing, environmental degradation and destruction.

We have a responsibility to achieve rule-based governance of the seas. How do we do that? First, by working with our regional and international partners. And second, by providing a comprehensive approach to dealing with interests ranging from freedom of navigation to border security and biodiversity conservation.

This is an approach that the EU supports with maritime security programmes, MASE and CRIMARIO, and the EU NAVFOR Somalia Operation ATALANTA which are strategic initiatives to promote maritime security and maritime governance in the Eastern, Southern African and Indian Ocean region.

This joint collaboration brings concrete results. The drastic reduction of piracy off the Somali coast over the past ten years is a concrete example.

But this is no time to rest on our laurels; we have to keep going forward and tackle an ever more complex security climate. And you may ask yourself whether potential threats are adequately covered by existing surveillance mechanisms and networks.

Here, I would also like to congratulate the countries of the region for acknowledging the need to enhance information sharing at regional level and undertake joint regional actions at sea in order to combat these maritime crimes.

Cooperation is the name of the game here, as is complementarity. And the response so far is very positive. The adherence of countries of the region to the two regional maritime agreements namely a Regional Agreement for the Setting up of a Regional Maritime Information Exchange and Sharing Mechanism and secondly a Regional Agreement on the Coordination of Operations at Sea is highly commendable.

With that said it is important for us here in the region to take ownership of and drive improvements that will enhance our maritime domain awareness, and to combat maritime and criminal threats.

The role of the Maritime Awareness System (MAS): making it possible to share information at regional level
Today, we are visiting the Regional Centre as it has a pivotal role to play in coordinating joint regional operations at sea to combat maritime crimes.

The timely detection and neutralization of any threat arising in or approaching via the maritime environment is a key element in Maritime Security.

Sharing of information at regional level is now possible with the operationalisation of the Maritime Awareness System (MAS) that links the RCOC with national centres of the seven signatory countries of the MASE

regional maritime agreements. These equipment worth close to EUR 2.5 million has been fully financed by the European Union.

It is equally important to highlight that maritime security needs a multi-agency and multi-functional response. Today, various authorities are responsible for the implementation of different tasks at national level. There is a need for a coordinated and comprehensive approach to dealing with interests ranging from freedom of navigation to border security and biodiversity conservation.

This is why under the MASE programme, the EU provided funding to develop national maritime strategy for the countries of the region including Seychelles. The objective is to bring together all relevant national actors in the maritime sector to enhance cooperation and integration which would greatly enhance preparedness and response to threats to maritime security.

The Maritime Awareness System (MAS) on its side will enable providing timely accurate information and intelligence, enhancing surveillance and reconnaissance of all vessels and cargo within the Western Indian Ocean zone; I am sure this will improve awareness of the situation in the region.

Advancing regional cooperation with coordinated regional patrols: key to address maritime threats in the region

Given the limited assets of the countries of the region, it is important to underline that they have decided to undertake coordinated regional patrols at sea to enhance response capability.

This is quite innovative and is a good means to be more cost effective. As you may be aware already, the EU funded MASE programme is closely accompanying these efforts by financially supporting all the signatory countries in undertaking joint regional patrols by their respective coastguards and navies.

Finally, I would like to mention the MARPOL operation that was conducted one month ago in Madagascar where countries of the region participated in a pilot exercise to respond to a possible case of maritime pollution. This was the first example of regional cooperation under the MASE agreements and helps to understand also the variety that can be included into the maritime threats.

Despite the success of this first MARPOL exercise, the regional cooperation system must be further fine-tuned and this can only help by means of further regional operations, which I am sure, will now unfold with the operationalisation of the MAS.

Beyond the very useful and needed drill exercises, we are really looking forward to testify the first, authentic action at sea triggered by the RCO

centre. We count on the valuable international and national staffs that we are very happy to meet here today for this to become true.

The EU is the only partner which is currently supporting this regional maritime centre. The EU is proud to enhance its collaboration with the countries of the region as it is a good and concrete example of improving maritime security. And I must say that I am really glad that my colleagues, ambassadors from EU Member States, who are accredited to the Republic of Seychelles but not based here, have the opportunity to see how the regional cooperation that we have collectively set in motion, is delivering results.

Thank you for your kind attention.

East Africa: EAC Launches Sh25bn Plan to Curb Insecurity

28 November 2019

By Zephania Ubwani

Arusha — The East African Community (EAC) yesterday launched a new 10-million euros (approximately Sh25.3 billion) joint programme to address regional and cross border security.

The 45-month programme, funded by the European Union (EU), is a regional response to the growing security threats in the six-nation bloc and its neighbours.

It will be implemented by the EAC Secretariat and the International Criminal Police Organisation (Interpol) and will complement several other initiatives to provide peace and security in the region.

EAC secretary general Ambassador Liberat Mfumukeko launched the joint programme with the EU ambassador to Tanzania, Mr Manfredo Fanti, who is also accredited to the community.

Amb Mfumukeko hailed the long standing partnership between the EAC and EU in peace and security sector, which, he said, was a key player to the integration process in East Africa.

He said the grant was part of 85 million euros the EU has disbursed to the bloc for a five-year period (2016-2021) to support various development initiatives in the region.

These include the 10 million euros for the Africa Peace and Security Architecture (Apsa) and 4.8 million euros for the Conflict Prevention, Management and Resolution Project.

The other is the Eastern and Southern Africa-Indian Ocean (ESA-IO) Maritime Security Project whose implementation, he said, ended on October 14, this year.

The EAC is also a beneficiary of the 528 million euros through an envelope that covers the Inter-governmental Authority on Development (Igad), the Common Market of Eastern and Southern Africa (Comesa), the **Indian Ocean Commission (IOC)** and the Southern Africa Development Community (Sadc).

"The project being launched today (yesterday) will seek to reduce opportunities for transnational and cross border threats in the integration process," the EAC boss observed.

For his part, the EU envoy told reporters after the launch that no country was immune to transnational crimes such as terrorism, noting that the project would hinge on capacity building and exchange of information.

EAC launches Sh25bn plan to curb insecurity



European Union ambassador to Tanzania, Mr Manfredo Fanti (left) speaks with East African Community Secretary General Liberat Mfumukeko in Arusha yesterday. PHOTO | FILBERT RWEYEMAMU

Arusha. The East African Community (EAC) yesterday launched a new 10-million euros (approximately Sh25.3 billion) joint programme to address regional and cross border security.

The 45-month programme, funded by the European Union (EU), is a regional response to the growing security threats in the six-nation bloc and its neighbours.

It will be implemented by the EAC Secretariat and the International Criminal Police Organisation (Interpol) and will complement several other initiatives to provide peace and security in the region.

EAC secretary general Ambassador Liberat Mfumukeko launched the joint programme with the EU ambassador to Tanzania, Mr Manfredo Fanti, who is also accredited to the community.

Amb Mfumukeko hailed the long standing partnership between the EAC and EU in peace and security sector, which, he said, was a key player to the integration process in East Africa. He said the grant was part of 85 million euros the EU has disbursed to the bloc for a five-year period (2016-2021) to support various development initiatives in the region. These include the 10 million euros for the Africa Peace and Security Architecture (Apsa) and 4.8 million euros for the Conflict Prevention, Management and Resolution Project. The other is the Eastern and Southern Africa-Indian Ocean (ESA-IO) Maritime Security Project whose implementation, he said, ended on October 14, this year. The EAC is also a beneficiary of the 528 million euros through an envelope that covers the Inter-governmental Authority on Development (Igad), the Common Market of Eastern and Southern Africa (Comesa), [the Indian Ocean Commission \(IOC\)](#) and the Southern Africa Development Community (Sadc).

“The project being launched today (yesterday) will seek to reduce opportunities for transnational and cross border threats in the integration process,” the EAC boss observed.

For his part, the EU envoy told reporters after the launch that no country was immune to transnational crimes such as terrorism, noting that the project would hinge on capacity building and exchange of information.

26 novembre 2019

<https://alwatwan.net/societe/energie-photovolta%C3%AFque-i-une-centrale->

Energie photovoltaïque I Une centrale solaire à Fumbuni pour stabiliser l'énergie dans la région du sud



Les travaux relatifs à la mise en place de la centrale solaire de Fumbuni ont bien démarré. A cette occasion, les responsables de l'association «Fumbuni Agir», le directeur de cabinet du chef de l'Etat, l'ambassadrice de France et les responsables de la société française Innovent ont effectué une visite sur le site où les travaux de terrassement ont débuté. Pierre Moreau, un des responsables de Innovent, a promis que d'ici six mois la production sera effective.

Les responsables de l'association «Fumbuni Agir» et ceux d'Innovent ont effectué samedi dernier une visite sur le site où la centrale solaire doit être installée. Le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Youssoufa Mohamed Ali, l'ambassadrice de France auprès de l'Union des Comores, Jacqueline Bassa-Mazzoni, les responsables de la société Innovent ont fait le déplacement pour l'occasion. Ce projet est, selon son concepteur, appuyé par le gouvernement comorien, premier bénéficiaire, au vu des avantages attendus notamment la stabilité énergétique dans cette région du sud de Ngazidja.

Youssoufa Mohamed Ali a fait savoir que ce projet entre dans le cadre des politiques intégrées dans le Plan Comores Emergentes (Pce). «Il favorise la croissance économique du pays car les citoyens en profiteront pour développer leurs activités économiques», a-t-il souligné. Appelant les Comoriens de l'étranger à «accompagner de telles initiatives», le chargé de la Défense a indiqué que le gouvernement a pris les dispositions nécessaires à l'installation de la société Innovent, citant la réception de ses équipements, l'acquisition du terrain de plus de 3.5 hectares, entre autres.

Les techniciens ont souligné que cette centrale solaire fournira, une fois les travaux achevés, une production de 3 mégawatts, et elle couvrira toute la région de Mbadjini avec 10 mille panneaux solaires qui seront installés en 33 rangées selon la direction des rayons solaires. Un groupe électrogène de 1.500 Kva sera mis en place pour assurer le relai en cas de difficulté dans d'autres régions de Ngazidja, et pourra également faciliter et accompagner ladite société, sous la surveillance de la Sonelec. A cette dernière de fixer le prix du kilowattheure qui sera produit par la société Innovent au profit des habitants de Mbadjini. Pendant 6 ans, le tarif sera de 98f/kw entre les deux sociétés, a insisté le Pdg d'Innovent.

La part de la Sonelec ?

Satisfait des travaux de terrassement, Pierre Moreau, un des responsables de la société Innovent, a évoqué une période de 6 mois pour le lancement effectif d'une production électrique aux 44 localités de Mbadjini, soit 15% des besoins énergétiques de l'île de Ngazidja. L'ambassadrice de la France en Union des Comores, a fait savoir, de son côté, que «les centrales solaires représentent des moyens efficaces pour la réduction des dépenses énergétiques, en diminuant l'énergie fossile et la production de fuel lourd». Consciente des risques sanitaires inévitables, Jacqueline Bassa-Mazzoni a rappelé la vigilance des gouvernants car de tels projets, selon elle, demandent tant d'études. «Toutes les conditions sont favorables, des espaces d'exploitation favorables restent vierges», a assuré la diplomate qui souhaite voir d'autres investisseurs se lancer encore dans le secteur énergétique.



Pour le président de «Fumbuni Agir», les habitants ne peuvent que féliciter une telle initiative qui va mettre fin à la crise énergétique vécue ces derniers mois dans la région du sud. «Nous comprenons d'ores-et-déjà que nos espaces ne sont que des richesses, mais il reste à les exploiter et en tirer profit», a souligné Oussoufa Mohamed. Un autre habitant de la région a lancé un message à la diaspora de Fumbuni et de la région : «Ce sont les gestes pareils que nous attendons de nos frères qui vivent en France notamment. Nos frères de la diaspora doivent se ressaisir et participer à la construction du pays au lieu de perdre leur temps dans des futilités». Le gouvernement comorien a signé un contrat d'installation d'une centrale solaire de 3 mégawatts avec Innovent, une société française, laquelle a également signé un autre contrat de 26 ans avec le Sonelec, pour la revente de l'énergie aux usagers de la région. Le coût total de ce projet est estimé à 3 millions d'euros (1,5 milliard de francs comoriens environ). La finalité est de parvenir à une autosuffisance énergétique.

vv

02 decembre 2019

<https://www.newsmada.com/2019/12/02/crevette-fermeture-de-la-peche-2/>

Crevette : fermeture de la pêche

Par Les Nouvelles sur 02/12/2019  



Ouverte le 25 février, la pêche crevette est fermée depuis le 1er décembre à 00 h dans toutes les eaux territoriales de Madagascar, selon l'arrêté du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche en date de vendredi. L'ouverture de la prochaine campagne n'est pas encore définie, mais sera déterminée ultérieurement.

«La campagne de crevette est fermée à partir du 1er décembre 2019 à 00 heure dans toutes les zones de pêche de Madagascar pour toute forme de pêcherie, qu'elle soit industrielle, artisanale ou petite pêche », stipule l'arrêté dans son article premier. Un repos biologique nécessaire à la production normale des crevettes, justifie notamment cette disposition.

Dans la foulée, le ministère a rappelé que chaque société de pêche, collecteur et revendeur de crevette doit déclarer au plus tard le 10 décembre auprès des directions régionales de la Pêche ou du ministère en charge de la pêche, ses états de stocks en date du 30 novembre 2019.

Par ailleurs, chaque armement est également tenu de soumettre à la direction de la Pêche et au Centre de surveillance de pêche, le programme de carénage ou autres motifs de déplacement de ses navires durant la période de fermeture de la pêche.

Le label crevette de Madagascar

Alors que Madagascar a produit environ 10.000 tonnes de crevettes il y a de cela une décennie, la production a chuté à près du quart à cause des impacts du changement climatique planétaire. Mais au fil des années, elle s'est améliorée et l'aquaculture qui tend à se détacher de la production uniquement de la pêche, se développe.

La pêche crevette a affiché un résultat plus que notable au cours de l'année 2017, grâce à des exportations évaluées à 9.280 tonnes, contre 8.600 tonnes en 2016. Gage de la qualité, la crevette malgache se veut être une référence sur le marché mondial, malgré sa faible part de marché.

Certes, la crevette de Madagascar ne représente que 1% de la production mondiale, avec une production annuelle située entre 7.000 et 9.000 tonnes. Néanmoins, elle fait partie des meilleures crevettes du monde. La majorité de la production malgache est destinée

à l'exportation vers les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Afrique du Sud, la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, l'Angleterre...

Du reste, le Groupement des aquaculteurs et pêcheurs de crevettes de Madagascar (GAPCM) a présenté le label Crevette de Madagascar en avril 2017 pour démontrer que la Grande île parvient même à fournir un produit d'excellence sur le marché international.

Arh.

02 décembre 2019

<https://defimedia.info/changement-climatique-sensibilisation-des-jeunes-sur-lenvironnement>

Changement climatique : sensibilisation des jeunes sur l'environnement



Ce programme vise à sensibiliser les élèves sur le réchauffement climatique.

À Maurice et à Rodrigues, ils sont environ 80 établissements primaires et secondaires publics et privés qui ont participé au Eco-School Award. Objectif : récompenser les différents efforts des participants du programme pour la sensibilisation de la communauté sur les effets des actions humaines sur l'environnement. La cérémonie de remise des prix annuelle a eu lieu le mercredi 27 novembre à l'auditorium Octave Wiehé à Réduit, en présence de la ministre de l'Éducation, Leela Devi Dookun-Luchoomun.

Il y a 25 ans, environ 5 100 écoles dans 67 différents pays se sont engagées à prendre des actions positives. Cela, tout en favorisant des réflexions autour des actions scolaires soutenables pour les appliquer par la suite dans leur communauté. Ainsi, les mesures qui ont été lancées convergent toutes vers une prise de conscience des impacts du changement climatique. Ou encore des solutions possibles pour ralentir la cadence.

Lors de son discours, la ministre de l'Éducation a salué la participation des établissements scolaires à ce programme écologique qui, selon elle, permet à la population estudiantine de se rendre compte des défis à relever par rapport à l'environnement. « En même temps, cette prise de conscience leur permettra de se préparer face aux changements climatiques. Cela, tout en sensibilisant encore plus de personnes à cette problématique engendrée

souvent par les actions humaines », dira Leela Devi Dookun-Luchoomun. Et d'ajouter qu'à travers ce programme éco-scolaire, les jeunes pourront transmettre leurs connaissances et contribuer à leur façon à réduire les effets du réchauffement climatique, entre autres. « Malheureusement, beaucoup d'actions humaines irréfléchies et imprudentes ont des répercussions irréversibles sur la planète. C'est pourquoi je tiens à féliciter la Reef Conservation pour avoir respecté sa mission. En sensibilisant un public plus large aux effets néfastes du changement climatique, elle contribue ainsi aux objectifs du développement durable. Mais encore à celui du programme Eco-School. »

Leela Devi Dookun-Luchoomun dira qu'elle est plus que jamais convaincue de la pertinence de ce programme pour les enfants de la République de Maurice. Par la suite en élaborant brièvement sur les défis à relever par rapport au changement climatique et le développement soutenable à Maurice, la ministre de l'Éducation a réitéré les multiples actions prises par l'État mauricien pour contrecarrer les causes et effets du réchauffement climatique. « La mise en œuvre du Eco-School Programme dans le système scolaire à Maurice a pour but de conscientiser la population estudiantine. Mais aussi de fournir une plateforme pour faciliter les connaissances et compétences acquises vers un développement soutenable de Maurice à l'avenir », conclut-elle. À savoir que, lors de cette cérémonie, les élèves des écoles qui ont participé au projet «Énergies Renouvelables » organisé par l'Indian Ocean Commission, financé par l'Union européenne, ont été également récompensés.